

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 112 | 8-14 août 2022

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 15 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

12 août : La Cour constitutionnelle a statué que la politicienne kurde emprisonnée Aysel Tuğluk devait recevoir un traitement neurologique et psychiatrique à l'hôpital tout en rejetant une demande de libération. Les avocats et les groupes de défense des droits humains ont annoncé que Tuğluk souffrait de démence et ont demandé à plusieurs reprises sa libération.

13 août : Zülfü Yıldırım, un prisonnier gravement handicapé et malade de 68 ans, a perdu la vie dans une prison d'Elazığ. Les autorités ont annoncé que la cause du décès était une crise cardiaque et une chute consécutive.

14 août : Une prison d'Ankara a refusé la libération conditionnelle à Mukaddes Kubilay, politicienne kurde emprisonnée et ancienne maire d'Ağrı, au motif qu'elle avait échangé des salutations avec les familles d'autres prisonniers.

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

10 août : La Cour constitutionnelle n'a conclu à aucune violation du droit à la vie dans le cas d'Ali İsmail Korkmaz, un étudiant universitaire qui a été battu à mort par des policiers lors des manifestations du parc Gezi en 2013. Le tribunal a jugé qu'un policier impliqué dans l'incident devrait être rejugé pour violation de l'interdiction de la torture et la famille de Korkmaz devrait être indemnisée.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

9 août : La police de Muğla est intervenue lors d'une manifestation contre la construction d'un hôtel, détenant brièvement 15 personnes.

9 août : La police d'Istanbul est intervenue dans un enterrement organisé pour un militant de gauche, arrêtant 10 personnes.

10 août : Le bureau du gouverneur de Batman a restreint tous les rassemblements en plein air pendant une période de 10 jours.

11 août : La police d'Istanbul a arrêté deux personnes qui manifestaient pour soutenir un prisonnier en grève de la faim.

11 août : La police d'Istanbul est intervenue dans une manifestation ouvrière, détenant brièvement 12 personnes.

11 août : Le bureau du gouverneur du district de Balıkesir a refusé d'autoriser un festival de musique, invoquant des raisons d'ordre public.

11 août : La police d'Izmir a fait une descente dans un bureau local du parti de gauche en prévision d'une manifestation prévue pour commémorer un militant, détenant brièvement 20 personnes.

11 août : La police de Tekirdağ a brièvement détenu 10 militants en prévision d'une manifestation prévue pour soutenir un prisonnier en grève de la faim.

11 août : Le bureau du gouverneur du district d'Istanbul a interdit tous les rassemblements en plein air pendant une période d'un mois. La décision a été annoncée à la suite de manifestations organisées par des travailleurs pour protester contre une entreprise de construction.

12 août : La police d'Istanbul est intervenue dans une manifestation ouvrière, arrêtant 10 personnes.

13 août : La police d'Istanbul est intervenue dans une manifestation pour commémorer un militant de gauche, arrêtant 23 personnes.

13 août : La police d'Istanbul est intervenue dans une manifestation contre des prisonniers malades, détenant brièvement 40 personnes.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

8 août : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à 23 reportages sur des allégations selon lesquelles un parent d'un important religieux s'était vu attribuer un contrat de construction ministériel.

9 août : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à trois reportages sur des allégations selon lesquelles Nermin Aydın, médecin et épouse du membre de la haute magistrature Ömer Faruk Aydın, a été nommée pour remplacer le médecin-chef d'un hôpital poursuivi par son mari sur des liens présumés avec le mouvement Gülen.

9 août : Les procureurs d'Istanbul ont ouvert une enquête sur un groupe de supporters de football dont les chants lors d'un match de championnat auraient contenu

des insultes contre le président. Les procureurs ont demandé au service de police local d'identifier les personnes sur la base de séquences vidéo du match.

10 août : Les procureurs ont inculpé la journaliste Nazan Özcan pour sa couverture d'allégations de corruption impliquant un ancien avocat du président.

10 août : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à un reportage sur des allégations de corruption impliquant un ancien avocat du président.

10 août : La Cour constitutionnelle a statué que les interdictions de publicité imposées aux journaux critiques pour le gouvernement BirGün, Cumhuriyet et Evrensel étaient en violation du droit à la liberté d'expression et des médias.

10 août : Les procureurs ont ouvert une enquête sur l'avocate Ebru Demirtepe en raison de sa réaction sur les réseaux sociaux à une agression armée contre un bureau du HDP à Izmir l'année dernière qui a tué un employé du parti.

11 août : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à un reportage sur des allégations selon lesquelles un certain nombre de personnes auraient été amenées à des postes gouvernementaux de haut niveau après avoir obtenu des diplômes fabriqués par de fausses universités étrangères.

12 août : La police d'Istanbul a arrêté la journaliste Zeynep Kuray qui suivait une manifestation ouvrière.

12 août : Plusieurs musiciens kurdes annoncent que la police municipale d'Istanbul les empêche de chanter en kurde dans les rues.

13 août : La journaliste Ebru Uzun Oruç a annoncé qu'elle et sa famille avaient été la cible d'une attaque armée à Istanbul. L'incident s'est produit après qu'Oruç a reçu des messages menaçants lors de ses interviews dans la rue critiquant le politicien d'extrême droite et allié du parti au pouvoir Devlet Bahçeli.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

10 août : L'administration de l'Université de Boğaziçi a refusé de prolonger le contrat de travail de l'universitaire Can Candan malgré une décision du tribunal

administratif ordonnant le sursis à l'exécution du licenciement de l'universitaire.

11 août : Les procureurs d'Istanbul ont décidé qu'il n'y avait pas lieu d'intenter une action en justice dans l'affaire du détenu Ferhan Yılmaz qui s'est suicidé en avril 2022 à la suite d'un incident de torture dans une prison d'Istanbul.

MINORITÉ KURDE

9 août : La police de Batman a arrêté le dirigeant local du HDP, Sezgin Yavuz.

11 août : La police de Şırnak a arrêté la dirigeante locale du HDP, Sabuha Akdağ.

12 août : La Cour constitutionnelle a statué que la politicienne kurde emprisonnée Aysel Tuğluk devait recevoir un traitement neurologique et psychiatrique à l'hôpital tout en rejetant une demande de libération.

12 août : Plusieurs musiciens kurdes annoncent que la police municipale d'Istanbul les empêche de chanter en kurde dans les rues.

13 août : La police de Hakkari a arrêté neuf personnes, dont des cadres locaux du HDP.

14 août : Le politicien kurde emprisonné Mehmet Candemir est décédé après avoir été transporté à l'hôpital depuis une prison de Giresun. Les autorités ont déclaré que la cause du décès était une crise cardiaque. Candemir purgeait une peine de 17 ans et six mois pour des accusations liées au terrorisme.

14 août : Une prison d'Ankara a refusé la libération conditionnelle à Mukaddes Kubilay, politicienne kurde emprisonnée et ancienne maire d'Ağrı, au motif qu'elle avait échangé des salutations avec les familles d'autres prisonniers.

14 août : La police de Mersin, Hatay, Adana, Izmir, Van et Manisa a arrêté 43 membres et cadres du HDP.

AUTRES MINORITÉS

12 août : Une association de la minorité grecque a annoncé qu'elle avait été contrainte d'annuler un événement traditionnel du jour de l'Assomption à la suite de plaintes déposées auprès des autorités.

CONDITIONS CARCÉRALES

8 août : Les médias ont révélé que l'approvisionnement en eau du robinet dans une prison d'Adana était limité à une heure par jour depuis près de deux mois.

8 août : Une prison d'Afyon a gardé quatre détenus testés positifs pour Covid-19 dans le même quartier que les détenus testés négatifs et n'a pas offert de soins médicaux aux détenus infectés.

8 août : La Cour constitutionnelle a statué qu'un tribunal d'Istanbul avait violé les droits du détenu Mahmud Sıddık Ecevit en restreignant son droit de visite.

9 août : L'avocat d'Alparslan Kuytul, le chef arrêté d'un groupe religieux antigouvernemental, a annoncé sur les réseaux sociaux que Kuytul était détenu dans une cellule individuelle dans une prison située à 900 kilomètres de sa famille et que son téléphone et ses appels avec sa famille ont été arbitrairement restreints.

12 août : Des rapports indiquent qu'une prison pour femmes à Diyarbakır n'offre pas assez de nourriture et de produits d'hygiène aux détenues.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

9 août : Les garde-côtes turcs récupèrent les corps de trois migrants qui ont été repoussés dans les eaux turques par la Grèce.

12 août : Le gouvernement grec a appelé la Turquie à venir en aide à une quarantaine de migrants qui seraient bloqués depuis plusieurs jours sur un îlot fluvial à la frontière commune des deux pays.

13 août : Quatre réfugiés syriens ont été attaqués par une foule raciste et blessés à Bolu. Quatre personnes ont été détenues et arrêtées en lien avec l'incident.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

10 août : Une association d'avocats annonce que leur client Mehdi Mihçı a été maltraité lors de sa garde à vue à Istanbul.

10 août : La Cour constitutionnelle n'a conclu à aucune violation du droit à la vie dans le cas d'Ali İsmail Korkmaz, un étudiant universitaire qui a été battu à mort par des policiers lors des manifestations du parc Gezi en 2013. Le tribunal a jugé qu'un policier impliqué dans

l'incident devrait être rejugé pour violation de l'interdiction de la torture et la famille de Korkmaz devrait être indemnisée.

11 août : Les gardiens d'une prison de Konya ont confisqué les draps et les couvertures des détenus. L'administration pénitentiaire a lancé une enquête disciplinaire sur les détenus qui se sont opposés à la confiscation et a interrompu les appels téléphoniques de ceux qui ont raconté les mauvais traitements.

11 août : Les procureurs d'Istanbul ont décidé qu'il n'y avait pas lieu d'intenter une action en justice dans l'affaire du détenu Ferhan Yılmaz qui s'est suicidé en avril 2022 à la suite d'un incident de torture dans une prison d'Istanbul.

11 août : La Cour constitutionnelle a statué en faveur de Deniz Şah qui a été agressé physiquement par des gardiens de prison à Bolu pour avoir tenté d'organiser un sit-in de protestation.

13 août : La police d'Istanbul a fouillé à nu 23 personnes arrêtées lors d'une manifestation.